

Communiqué de presse – 24 mai 2022

## Stop à la spéculation qui sacrifie la biodiversité pour faire des logements hors de portée !



Ce mardi 24 mai se déroule le Brussels Real Estate, haut lieu de rencontre entre promoteurs immobiliers et acteurs publics de la Région bruxelloise, un énième événement où les poignées de main s'échangent en oubliant la population réellement concernée. **Des habitant.e.s, militant.e.s, comités de quartiers et associations ont appelé à un rassemblement des collectifs défenseurs des espaces verts et du droit à un logement abordable pour leur faire entendre que la ville ne se construit pas entre pouvoirs publics et promoteurs mais avec les habitant.e.s.**

En balayant du revers de la main la voix des habitant.e.s, le gouvernement fait preuve d'un réel déni de démocratie auquel il est urgent de répondre. Il est urgent de montrer que nous ne sommes pas une masse sans voix. **Que peuvent nous apporter des projets conçus dans des cénacles entre promoteurs et pouvoirs publics pour créer en masse des logements inaccessibles au revenu des habitant.e.s tout en mettant à mal les espaces naturels de plus en plus rares de la Région.** Ces projets soutenus par les autorités renforcent les fonctions marchandes et rentables de la ville tandis que le logement abordable et la biodiversité, deux fonctions « faibles » et pourtant essentielles à la vie urbaine, sont de plus en plus fragilisées.

**Défenseur·ses du logement abordable et des espaces de biodiversité, ensemble nous nous mobilisons pour contester ce projet de société déconnecté des besoins. Face aux crises à répétition, nous appelons le gouvernement de la Région bruxelloise à s'engager plus courageusement en faveur d'un aménagement du territoire plus attentif aux enjeux démocratiques, environnementaux et sociaux auxquels nous sommes**

confrontés. Nous lui demandons **d'agir de toute urgence en soutien des fonctions « faibles » essentielles à la vie urbaine :**

- ⑩ **en préservant, voire en augmentant les espaces verts en qualité, en quantité, au centre et en périphérie ;**
- ⑩ **en maintenant, voire en accroissant, un foncier public qui doit rester public ;**
- ⑩ **de n'y autoriser que des logements publics dont 60 % au moins de logements sociaux.**

**Lire la carte blanche.**

**Photos de l'action : [cloud.ieb.be](http://cloud.ieb.be)**

**✉ Contacts :**

**Bas-les-PAD : Marco Schmitt – 0497 12 27 70 – [marco@mar-sch.net](mailto:marco@mar-sch.net)**

**IEB : Claire Scohier – 0473 66 75 05 – [claire.scohier@ieb.be](mailto:claire.scohier@ieb.be)**

**BRAL : Steyn Van Assche : 0498 13 25 86**

**Natagora : Hélène Gassmann – 02 893 09 26 – [helene.gassmann.sta@natagora.be](mailto:helene.gassmann.sta@natagora.be)**

**RBDH : Werner Van Mieghem – 02 502 84 63 – [werner@rbdh.be](mailto:werner@rbdh.be)**

**Mouvement des quartiers populaires : Félicien Dufoor - 0472 34 63 26**

**ARAU : Marion Alecian – 0472 54 29 17**